

Table des matières

Avant-propos	7
Introduction	9

Chapitre premier.

Le sens des symboles et des mots évoquant le droit

Section I. Le sens des symboles.....	11
A) Le glaive est le symbole de la force	11
B) La balance est le symbole de ce qui est juste.....	12
Section II. Le sens des mots	12
A) Les mots « règle » et « norme »	13
B) Le mot « ordre ».....	13
C) Le mot « droit ».....	14

Chapitre II. Définition de la règle de droit objectif

Section I. Le droit objectif est un instrument composé d'un ensemble de règles	16
A) Le droit interne et le droit international.....	17
B) Le droit public et le droit privé	18
1) Le droit public	18
2) Le droit privé.....	19
C) Les « droits mixtes »	21
1) Le droit pénal.....	21
2) Le droit processuel.....	21
3) Le droit social.....	22
Section II. Un instrument de force (le glaive)	22

Section III. Un instrument juste (la balance)	28
A) Le détournement du droit de sa finalité : le mauvais sens.....	28
1) La manipulation dévoyée du droit	29
2) Le droit imaginaire et le « droit à... ».....	31
B) La recherche de ce qui est juste : le bon sens.....	35
1) La définition de ce qui est juste.....	36
2) L'appréhension de ce qui est juste	38
C) Doit-on désobéir à la loi injuste ?.....	40

PREMIÈRE PARTIE LE GLAIVE

Préambule. – Énoncé des critères normatifs	45
---	-----------

TITRE I. – LA NORME SUBIE

Préliminaire. – Les normes fondamentales	49
A) La Constitution.....	49
B) Le traité	50

SOUS-TITRE PREMIER. LA LOI ET LE RÈGLEMENT

Chapitre premier. La loi

Section I. L'autorité investie du pouvoir législatif	57
A) Les élus	57
1) Les conditions pour être élu.....	58
2) Le statut de l'élus	58
3) L'image de l'élus	60
B) Les pouvoirs du Parlement.....	63
Section II. Le contrôle de la loi.....	67
A) Le contrôle de la constitutionnalité de la loi.....	67
1) Le conseil constitutionnel	68
2) Les modalités de contrôle	68

a) Le contrôle <i>a priori</i>	68
b) Le contrôle <i>a posteriori</i>	69
3) Autorité des décisions du conseil constitutionnel	72
B) Le contrôle de la conformité de la loi interne aux traités internationaux.....	73
1) L'absence de contrôle du Conseil constitutionnel.....	73
2) Le contrôle par le juge.....	73
Section III. Le caractère exécutoire de la loi.....	75
A) Définition de la promulgation.....	75
B) Le délai de promulgation.....	76
C) Effets de la promulgation.....	76
D) Quelle est la sanction du défaut de promulgation ?.....	76
Section IV. La loi est officiellement portée à la connaissance de tous	77
A) L'entrée en vigueur proprement dite	77
B) Les exceptions.....	79
C) L'effet de la publication.....	80
Section V. La loi et l'exactitude	81
A) La technique des ERRATA	81
B) L'interprétation de la loi.....	82
Section VI. La précision du champ d'application de la loi	84
Sous-section I. L'effet absolu de la loi.....	85
A) « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire » (art. 3 al. 1)	85
B) « Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française » (art. 3 al. 2).....	86
C) « Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étrangers » (art. 3 al. 3)	87
D) Autres matières.....	89
Sous-section II. La loi et ses limites dans l'espace	89
Sous-section III. La précision de la loi et son application dans le temps	92
A) L'application de la loi dans le temps.....	93
1) La non rétroactivité de la loi nouvelle	93
a) Le principe.....	93
b) Les exceptions au principe de non-rétroactivité.....	96

2) L'effet immédiat de la loi nouvelle	100
a) Les situations extra contractuelles.....	100
b) Les situations contractuelles.....	102
B) La durée de la loi	103
1) Qui peut abroger la loi ?	103
2) Comment abroger une loi ?.....	103
3) Une loi peut-elle être abrogée par désuétude ?.....	104
4) La portée de l'abrogation	105

Chapitre II. Les règlements

Section I. L'autorité investie du pouvoir réglementaire	107
A) Qui sont les titulaires du pouvoir réglementaire ?	107
B) Les règles émanant du pouvoir exécutif	108
1) Les ordonnances.....	108
a) de l'article 38 de la Constitution	108
b) de l'article 16 de la Constitution.....	109
2) Les règlements	110
Section II. Les dispositions réglementaires sont rendues exécutoires	111
Section III. Les dispositions réglementaires sont officiellement portées à la connaissance des personnes concernées	111
A) La publication des ordonnances, des décrets et de certains actes administratifs.....	112
B) La publication des arrêtés	113
Section IV. Le contrôle de la légalité des dispositions réglementaires	115
A) Le recours pour excès de pouvoir	115
B) L'exception d'illégalité.....	116
Section V. L'exactitude	116
Section VI. La précision du règlement.....	117

SOUS-TITRE II. LA DÉCISION DE JUSTICE

Chapitre Premier. L'autorité investie du pouvoir de juger

Section I. Les magistrats et les juges..... 121

- A) La première précision concerne la FORMATION des magistrats et des juges..... 121
- B) La seconde précision concerne la division du corps des magistrats de l'ordre judiciaire en deux catégories : on distingue les magistrats du siège et les magistrats du parquet..... 123
- C) Quelle est l'image que présente le juge aujourd'hui ?..... 125

Section II. Les juridictions 131

Sous-section I. – Les juridictions judiciaires de premier degré 132

- A) Les juridictions civiles 132
 - 1) Le tribunal judiciaire, juridiction de droit commun 135
 - 2) Les juridictions d'exception 137
 - a) Le conseil des Prud'hommes.....138
 - b) Le tribunal paritaire des baux ruraux.....139
 - c) Le tribunal de commerce.....139
- B) Les juridictions répressives 140
 - 1) Les juridictions de droit commun 140
 - a) Les juridictions d'instruction140
 - b) Les juridictions de jugement141
 - 2) Les juridictions d'exception 143
 - a) Les juridictions pour mineurs144
 - b) La Haute Cour de Justice et la Cour de Justice de la République..145

Sous-section II. – Les juridictions administratives 146

- A) Le tribunal administratif est la juridiction de droit commun..... 146
- B) Les juridictions administratives d'exception 147
 - 1) La cour des comptes..... 147
 - 2) Les autres juridictions..... 147

Chapitre II. La décision de justice est exécutoire

Chapitre III. La décision de justice est officiellement portée à la connaissance des intéressés

Section I. La justice est rendue publiquement 151

Section II. La notification de la décision à l'intéressé.....	152
A) La signification par ministère d'huissier.....	152
B) Les autres notifications	153

Chapitre IV. Le contrôle de la décision de justice

Section I. Le contrôle de la décision par une autre juridiction... 155	155
A) L'appel.....	155
1) La procédure devant la Cour d'appel.....	156
2) Les cours administratives d'appel	159
B) Le POURVOI en CASSATION.....	159
1) Le recours devant la Cour de cassation	160
• La Cour de cassation	160
• Le mécanisme du pourvoi en cassation.....	161
2) Le recours devant le Conseil d'État.....	163
Section II. Le contrôle par le juge qui a rendu la décision	163
A) L'opposition	164
B) La tierce opposition	164
C) Le recours en révision.....	164

Chapitre V. La décision de justice et l'exactitude

Section I. Le recours en rectification d'erreur matérielle	167
Section II. Le recours en interprétation.....	168

Chapitre VI. La précision du champ d'application de la décision de justice

Section I. L'autorité de la décision dans l'espace	171
Section II. L'autorité de la décision de justice dans le temps	172
A) Les décisions rendues par défaut ou réputées contradictoires	172
B) Les décisions rendues contradictoirement.....	172
Section III. L'autorité de la chose jugée est relative	173
A) L'autorité relative de la chose jugée au civil.....	173
1) L'identité de parties.....	174
2) L'identité d'objet et de cause.....	174

B) L'autorité absolue de la chose jugée en matière pénale et en matière administrative.....	175
Conclusion.....	177

TITRE DEUX – LA NORME VOULUE

Chapitre Premier. La volonté individuelle élevée au rang des autorités investies du pouvoir de créer la norme

Chapitre II. La prise de connaissance

Section I. L'existence du consentement.....	183
A) Le défaut de consentement.....	183
1) L'absence démontrée de la faculté de consentir.....	184
2) L'absence présumée de la faculté de consentir	186
B) Le consentement vicié.....	188
1) L'erreur.....	188
2) Le dol.....	191
3) La violence.....	192
4) La lésion	193
C) La forme du consentement.....	194
Section II. La preuve de l'acte juridique	196
A) La charge de la preuve	196
B) Les moyens de preuve.....	198
1) Le principe : les actes juridiques se prouvent par des moyens de preuve parfaits.....	198
a) La preuve par écrit.....	199
b) L'aveu judiciaire.....	209
c) Le serment décisoire.....	210
2) L'exception : les actes juridiques se prouvent par tous moyens	211
a) Les dérogations.....	212
b) Que faut-il entendre par « tout moyen » ?.....	215

Chapitre III. Le caractère exécutoire conféré par l'authentification

Section I. La convention notariée	219
--	------------

Section II. La convention de procédure participative ou d'arbitrage.....	220
A) La procédure participative	220
B) La convention d'arbitrage.....	220

Chapitre IV. Le contrôle

Section I. Les conditions de fond	221
A) L'objet	222
B) Le but.....	223
Section II. La sanction des conditions de formation : la nullité...	225

Chapitre V. L'exactitude

Chapitre VI. La précision du contrat

Section I. Le contrat et le temps	233
Section II. Le contrat et l'espace	235
Section III. L'autorité relative du contrat.....	236
Conclusion de la première partie	239

DEUXIÈME PARTIE

LA BALANCE

Preliminaire	241
A) Dieu ou la Nature.....	245
B) Humanisme et Droits de l'Homme.....	249
C) Quel avenir pour le droit Naturel et pour les droits de l'Homme ?.....	255

TITRE I. – LA RAISON

SOUS-TITRE PREMIER. L'OPINION SAVANTE

Chapitre Premier. Le conseil juridique

Section I. L'avocat263

Section II. Le notaire267

Chapitre II. L'avis autorisé

Section I. La doctrine269

- A) Les opinions doctrinales ne sont pas normatives..... 270
 - 1) Les auteurs sont dénués de pouvoir 270
 - 2) La doctrine n'est pas officiellement publiée..... 273
 - 3) La doctrine n'est pas contrôlée..... 273
 - 4) La doctrine n'est pas exacte..... 274
 - 5) Le champ d'application de la doctrine est imprécis 275
- B) Le rôle de la doctrine..... 275
 - 1) La doctrine contribue à l'élaboration de la règle de droit..... 276
 - 2) La doctrine contribue à l'interprétation de la règle de droit..... 277
 - 3) Une méthode 277
 - La méthode exégétique..... 277
 - La libre recherche scientifique..... 279
 - 4) La systématisation du droit 280

Section II. Les avis des autorités281

SOUS-TITRE II. L'HABITUDE FACTEUR DE STABILITÉ JURIDIQUE

Chapitre Premier. La jurisprudence

**Section I. La jurisprudence ne répond pas
aux critères de la norme286**

- A) L'absence d'autorité jurisprudentielle..... 287

1) Le juge n'a pas le pouvoir d'ériger en règle une habitude prise par lui	287
2) La jurisprudence n'est pas une autorité investie du pouvoir normatif.....	290
a) La « violation de la jurisprudence » ne forme pas un moyen de cassation.....	292
b) Faut-il isoler la jurisprudence de la Cour de cassation de la jurisprudence des juridictions inférieures ?	292
B) La question de la publication – officielle ou non – de la jurisprudence	295
1) La jurisprudence des tribunaux et des cours d'appel ne fait pas l'objet de publication officielle et intégrale	296
2) Le constat paraît différent pour la Cour de cassation	296
C) Le champ d'application de la jurisprudence est imprécis.....	297
a) Application dans l'espace.....	298
b) Application dans le temps.....	298
Section II. Le rôle de la jurisprudence	300

Chapitre II. La coutume

Section I. La coutume par délégation de la loi.....	306
A) Les usages locaux.....	306
B) Les usages conventionnels	307
Conclusion.....	308
Section II. La coutume par reconnaissance du juge	309
A) Le sens d'un adage	309
B) La preuve de la coutume ou de l'usage.....	310
Conclusion.....	312

TITRE II. – LE CŒUR

Chapitre Premier. Le procès équitable

Section I. L'égalité devant la justice	315
Section II. La neutralité du juge	316
A) Absence de préjugé.....	317
B) Indépendance	318
Section III. Le principe d'égalité des armes.....	321
A) En matière civile	321
B) Le respect des droits de la défense	323
Section IV. La langue du procès	324

Chapitre II. La décision juste

Section I. La loi juste	327
A) Le juge et les chiffres.....	328
B) Le juge et les mots.....	330
C) Le juge et l'équité.....	331
1) Le droit des contrats.....	331
a) Au stade de la formation du contrat.....	331
b) Au stade de l'exécution du contrat	332
2) Le droit de la famille.....	334
Section II. L'application juste de la loi	336
A) La grâce lors du jugement.....	336
1) En matière civile.....	336
2) En matière pénale	339
B) La grâce après la décision définitive	339
1) En matière civile.....	340
2) En matière pénale	341
Conclusion Générale.....	349